

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

10 décembre 2008

LOGEMENT ET LUTTE CONTRE L'EXCLUSION - (n° 1207)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 20

présenté par  
Mme Pavy-----  
**ARTICLE 20**

À la première phrase de l'alinéa 17, substituer au mot :

« six »,

le mot :

« trois ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

En cas de sous occupation, et après trois propositions de logement, un locataire dispose d'un délai de six mois pour se reloger alors qu'un locataire dont les ressources sont deux fois supérieures au plafond autorisé, et ceci pendant deux années consécutives, dispose quant à lui de trois ans pour retrouver un logement. Or, il va de soi que, dans le second cas, il est beaucoup plus aisé pour le locataire de se reloger.

Amendement de cohérence.